

**PREMIÈRE PARTIE :
POSER LES BASES
D'UNE POLITIQUE
DE DÉVELOPPEMENT**

Développement durable et bien-être en Afrique : changer les paradigmes

Situation actuelle

L'Afrique se trouve aujourd'hui à un carrefour d'opportunités pour réévaluer la trajectoire de son développement à l'aune de l'économie bleue, en intégrant tous les paramètres socioéconomiques, politiques et environnementaux. Les sociétés qui dépendent des ressources marines et aquatiques et des écosystèmes qu'elles abritent doivent se tenir prêtes à emprunter une trajectoire de développement centrée sur le bien-être de l'homme et la pérennité des écosystèmes. L'économie bleue compte déjà à son actif un certain nombre d'innovations, d'expériences et de pratiques qui peuvent inspirer cette transition. Pour tracer son chemin, l'Afrique doit définir sa propre conception de la prospérité et du progrès, et encourager les approches et les idées novatrices qui amélioreront le bien-être de l'homme et de son environnement.

Dans ce contexte et en phase avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine, le moment est venu d'écrire le chapitre africain de l'économie bleue qui reflètera au mieux les objectifs de développement, les partenariats et les mutualités sociales dont les sociétés africaines ont besoin alors qu'elles s'avancent dans le XXI^e siècle. Créer une vision africaine du monde aquatique et marin à la lumière des nouvelles formes de savoir et de relations sociales apportera beaucoup à la fois à l'Afrique et à la communauté mondiale. Dans le contexte de l'économie bleue, l'Afrique peut s'inscrire dans les grandes équipes de scientifiques, de militants, de décideurs et d'entrepreneurs qui se consacrent à explorer, promouvoir et expérimenter les innovations susceptibles d'engendrer un développement durable.

Enjeux

Croissance et progrès

Depuis les années 1930, le produit intérieur brut (PIB) est devenu la mesure étalon des progrès économiques d'un pays et le principal outil de décision des dirigeants. Même si le PIB a bien simplifié la mesure spécifique ou physique d'une économie donnée, les sociétés au sens large éprouvent des difficultés à mesurer le bien-être, un paramètre de plus en plus critique de la performance économique. Le PIB ne fait qu'estimer les mouvements du marché, agglomérant la valeur de tous les biens et services produits et commercialisés pour engendrer des profits pendant une période donnée.¹⁸

Cette démarche a établi un modèle économique et sociétal qui ignore les limites physiques des systèmes naturels ou sociaux. Il n'est pas capable non plus de comptabiliser le coût des dégradations naturelles ou des atteintes à l'ordre social provoquées par une consommation sans contrainte des ressources. La notion de durabilité du développement induite dans le concept de l'économie bleue sera bien plus utile à l'Afrique, car elle va au-delà du simple coup de projecteur sur le degré de richesse d'une économie donnée ; elle se focalise plus précisément sur l'accomplissement d'une croissance inclusive, sur l'inclusion sociale, sur la préservation de l'environnement et sur la protection des services écosystémiques. Donner au progrès un caractère durable demandera aux sociétés d'installer les conditions favorables à la création d'emplois de qualité qui stimulent l'économie sans compromettre la durabilité environnementale ni la cohésion sociale. La disponibilité d'emplois offrant des conditions de travail décentes à l'ensemble de la population en âge de travailler est une autre exigence, sans oublier la nécessité de respecter l'égalité hommes-femmes et d'offrir aux jeunes des perspectives d'avenir.

Réflexion sectorielle

Si aujourd'hui les politiques et les stratégies s'élaborent en fonction des secteurs économiques de l'économie bleue — pêche, transports, extraction minière, tourisme —, leur conception prend peu en considération les interconnexions inhérentes au partage d'un même espace par ces filières. Dans le cas de la production d'énergie par exemple, le potentiel des mers et océans est largement ignoré, non planifié et absent des politiques actuelles du tourisme ou du

18 Banque mondiale, 2011. The Changing Wealth of Nations.

transport. Souvent, les politiques énergétiques les plus progressistes intègrent l'énergie nucléaire dans les scénarios du futur alors que le potentiel considérable des mers et des océans est ignoré ou négligé. Une approche multisectorielle et une vision intégrant terre et mer libéreraient une myriade d'opportunités.

La prise en compte de l'économie bleue dans le contexte d'une politique du développement est encore limitée, et elle nécessite à l'échelon politique une prise de conscience et un effort parallèle d'approfondissement des connaissances. Concevoir un cadre stratégique ouvert suppose de réfléchir autrement aux nouvelles sources d'opportunités de développement, ce qui exige de transformer la réflexion politique en recourant à des instruments créatifs et fonctionnels. Sensibiliser les acteurs et s'attaquer aux lacunes des connaissances renforceront la vision stratégique des processus de transformation socioéconomique inspirés par l'économie bleue.

Il s'agit aussi de placer l'économie bleue dans le contexte de l'économie verte, un concept désormais largement diffusé et dont la pertinence inhérente est reconnue. Malgré la perspective géographique spécifique de l'économie bleue, d'importantes synergies existent entre les deux cadres conceptuels, qu'il s'agit d'identifier.

Les limites des idées conventionnelles

Les idées toutes faites imposées d'en haut n'offrent pas de réponse adéquate aux problèmes locaux ni aux contextes particuliers, et n'auront donc pas de caractère durable. Elles n'impliquent pas la participation des acteurs de terrain et risquent au contraire de décourager leur appropriation. Parmi ceux qui veulent un réel changement écologique et social grandit le sentiment que les initiatives réformatrices traditionnelles pèchent par un certain nombre de défauts :

- elles n'instituent que rarement une entité locale capable d'identifier et de cadrer les difficultés, ou d'engager les moyens d'y remédier, ce qui nuit à leur mise en œuvre .
- elles prêtent rarement une attention suffisante aux possibilités de concevoir et de créer des projets en commun avec les parties prenantes, étouffant par conséquent toute réelle innovation .
- elles ignorent souvent les conflits d'intérêts, les rivalités de pouvoir et les complexités qu'implique la mise en œuvre de toute mesure .¹⁹

19 Senegue, M., and C. Bon. European Business Review. Vol. 24, Issue 5, 425-443, 2012. Working

- elles sont rarement conçues de manière systémique et, partant, elles échouent à traiter les facteurs clés qui ont produit les symptômes que la mesure proposée est supposée corriger.²⁰

Opportunités

Véritable mécanisme d'aide et de soutien au développement rapide et durable en Afrique, l'économie bleue arrive à point nommé et mérite l'attention des décideurs impliqués. Dans le cadre de l'économie bleue, les États côtiers comme les États enclavés ont des chances à saisir, pour leur bénéfice mutuel, y compris des prestations réciproques de services efficaces et coordonnés ou encore l'accès aux ressources.

Les opportunités de promouvoir l'innovation dans la formulation des politiques et de la mettre en pratique dans l'économie bleue peuvent découler d'évolutions mondiales, de processus d'innovation multisectoriels ou de l'élaboration des politiques plurilatérales, et de nouveaux outils pour mesurer les progrès accomplis.

Évolutions mondiales

- La volonté universelle de satisfaire à la demande croissante en ressources – pétrole et gaz aussi bien que produits miniers – souligne la nécessité de cadres politiques adéquats pour traiter à la fois les problèmes d'accès, de sécurité, d'approvisionnement et de durabilité des ressources. Dans la plupart des juridictions, ces cadres sont formulés dans une logique sectorielle. Le cadre de l'économie bleue donne l'occasion d'une approche intégrée de l'utilisation et de la gestion de ces ressources.
- Le transport maritime assure l'acheminement de plus de 90 % des marchandises échangées dans le monde ; c'est une occasion unique de mettre en place des politiques et des stratégies adéquates pour maximiser les bénéfices de ce secteur.

with the complexities of transformational change in a society in transition: A South African perspective.

20 Scharmer, O., and K. Kaufer. Berrett-Koehler Publishers, 2013. *Leading from the Emerging Future: From Ego-System to Eco-System Economies*.

- La mondialisation de la finance et des investissements et les opportunités à haut rendement qu'offre l'économie bleue, si elles entrent en synergie avec des politiques et des cadres réglementaires adéquats, offrent l'occasion d'orienter des capitaux internationaux vers les secteurs de ressources clés et d'accélérer le développement.

L'innovation et les processus d'élaboration plurilatérale d'une politique de changement

- Par son caractère multisectoriel, l'économie bleue ouvre un champ idéal pour concevoir des incitations et de nouveaux instruments politiques qui pourront orienter les différents secteurs avec une politique commune de synergies et d'arbitrages.
- Le cadre réglementaire donnera l'occasion à des PPP de favoriser l'inclusion sociale ainsi que la protection, la conservation et une exploitation durable des ressources aquatiques et marines.

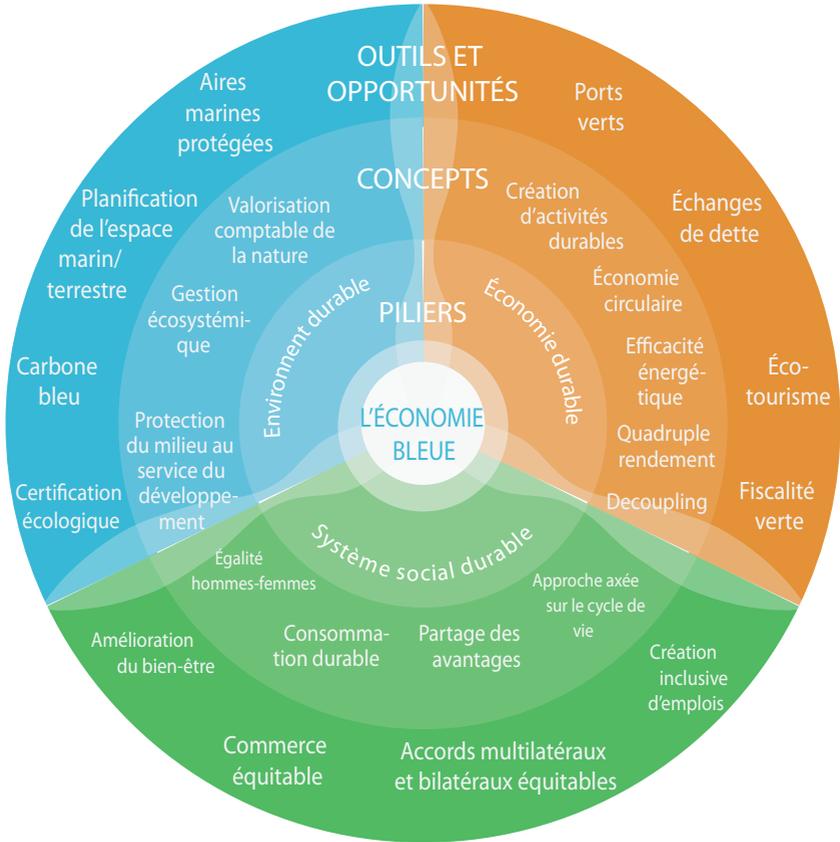
Il existe une forte exigence d'appropriation individuelle et collective des projets, et de concertation pour la prise de décisions. Il est particulièrement nécessaire de prendre en compte la voix des groupes traditionnellement marginalisés – les femmes, les jeunes, les très pauvres –, qui sont rarement associés à la production de connaissances ou à la prise des décisions.

À titre d'exemple, les pays africains ont l'occasion d'utiliser la Planification de l'espace maritime (PEM), un processus intégré, évolutif et participatif qui rassemble les nombreux usagers de la mer à différents niveaux – y compris l'énergie, l'industrie, la pêche, les hydrocarbures, la gouvernance, la protection du milieu, les loisirs – pour échanger des informations et prendre en commun les décisions organisant une utilisation durable des ressources marines. La PEM s'appuie généralement sur des cartes pour donner une image complète d'une zone donnée, qui identifie où et comment cette zone est exploitée, et quelles ressources et habitats elle abrite. Elle permet ainsi de respecter les objectifs écologiques, économiques et sociaux qui ont été spécifiés par un arbitrage politique. La PEM est aujourd'hui indissociable de l'économie bleue.

La figure 5 décrit ce à quoi pourrait ressembler le cadre réglementaire optimal de l'économie bleue — un espace de développement intégré, holistique et intersectoriel voué à un quadruple enjeu, son succès se jugeant aussi bien en termes économiques qu'en fonction de la bonne gestion de l'environnement et

des ressources, de la responsabilité sociale, de la qualité de la gouvernance et du degré de la transparence.

Figure 5 : Outils, concepts et piliers de l'économie bleue



Source : Auteurs

Une mesure novatrice du progrès

Pour arrêter une stratégie de l'économie bleue, il est important de pouvoir mesurer les progrès économiques accomplis. L'Afrique est idéalement placée pour développer et créer de nouveaux indicateurs économiques afin de donner aux décideurs une image plus précise de la santé d'une économie dans

sa globalité, au-delà de l'étroite perspective du seul PIB. L'un des objectifs communs identifiés dans les pays désireux de développer une économie bleue durable est d'améliorer le bien-être humain tout en préservant ou en renforçant l'environnement et l'état de santé écologique. Ces critères sont par nature plus qualitatifs que purement quantitatifs, ce qui implique de repenser les instruments à ranger dans la boîte à outils économiques. La liste des indicateurs alternatifs en vigueur (sachant que les pays vont sans doute innover et créer leurs propres indicateurs, en fonction de la réalité de leur terrain) comprend²¹ :

- l'indice de bien-être économique durable (l'indicateur de progrès véritable, ou IPV), qui entre dans le calcul du PIB. L'IPV prend en compte à la fois le bilan environnemental du moment et l'utilisation prévisible sur le long terme des ressources naturelles et des écosystèmes. Le PIB mesure le revenu, l'IPV la durabilité de ce revenu .
- le « PIB vert » : cet indicateur corrige le PIB en prenant en compte les impacts de la croissance économique sur l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles .
- l'indicateur de « l'épargne véritable » (Genuine Savings, ou GS) se définit comme « le véritable niveau d'épargne d'un pays après amortissement du capital produit, ajout des investissements dans le capital humain (assimilés aux dépenses d'éducation), déduction de l'épuisement des stocks de ressources (énergie, minerais, forêts), et incidence de la pollution de l'air locale et mondiale ». Le GS prend en compte le coût des dommages causés par les émissions de carbone.²² Il calcule le capital bâti, le capital naturel et le capital incorporel indispensables pour qu'une communauté humaine vive et prospère .
- l'indice du bonheur national brut (BNB)²³ : il cherche à mesurer le niveau à atteindre pour créer un sentiment de satisfaction, avec des critères de ressenti de bien-être, de santé, d'emploi du temps, d'éducation, de conservation et de promotion de la culture, de bonne gouvernance, de vitalité communautaire, de sauvegarde et de défense de la diversité des écosystèmes, et de niveau de vie .
- l'indice de développement humain (IDH) : ce n'est pas un indicateur économique à proprement parler, mais un indice composite croisant les statistiques des secteurs de la santé et de l'éducation avec les indicateurs de revenu. Le but déclaré des IDH est de dépasser la focalisation des

21 Costanza, R., M. Hart, S. Posner, J. Talberth (eds.). Boston University Creative Services. The Pardee Papers No. 4, p. 46, 2009. Beyond GDP: The need for new measures of progress.

22 Ibid.

23 <http://www.grossnationalhappiness.com/>

indicateurs sur les paramètres du revenu pour prendre en compte les modes de vie. Cela étant, les IDH restent des indicateurs quantitatifs, et non qualitatifs.

L'encadré 1 donne plusieurs exemples de pratiques de la nouvelle pensée économique.

Encadré 1

Les indicateurs innovants de l'économie

Les indicateurs d'évaluation économique des écosystèmes et de la biodiversité

En mars 2007, les ministres de l'Environnement des pays du G8+5 réunis à Postdam, en Allemagne, sont convenus d'initier un processus d'analyse des bénéfices économiques globaux de la diversité biologique et des services écosystémiques, et des coûts engendrés par la dégradation des écosystèmes. Ils ont pris acte de leur échec à adopter des mesures préventives pour compenser le coût d'une protection effective de l'environnement. Une étude mondiale a été lancée la même année par la Commission européenne et le ministre allemand de l'Environnement, avec l'aide d'un comité consultatif. Les indicateurs d'évaluation économique des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB) résultent d'une initiative mondiale visant à attirer l'attention sur les bénéfices économiques de la biodiversité et à mettre en exergue le coût croissant des atteintes à la biodiversité et de la dégradation des écosystèmes. Les TEEB sont une approche transversale cherchant à sensibiliser les décideurs à la valeur des écosystèmes et de la biodiversité pour les aider à l'inclure dans les processus de décision.¹

WAVES : un partenariat pour la comptabilité de la richesse et l'évaluation des services écosystémiques²

Dans chaque pays, la richesse est ce qui sous-tend le revenu produit par ce pays. Elle comprend les bâtiments ; les biens manufacturés, tels les machines-outils ; les infrastructures, tels les axes routiers et les ports ; les avoirs naturels, tels la terre, les forêts, le poisson, les minéraux ; et le capital humain et social. Les indicateurs de richesse mesurent ces avoirs et ces biens d'équipement qui sont les intrants de notre bien-être économique.

Le Groupe de la Banque mondiale est à la tête d'un partenariat pour faire progresser la mesure de la valeur du capital naturel à l'échelle planétaire, l'Initiative Waves (Wealth Accounting and Valuation of Ecosystem Services). Ce partenariat compte le Botswana, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, l'Indonésie, Madagascar, les Philippines et le Rwanda. Waves a pour objet de promouvoir le développement

1 <http://www.teebweb.org>

2 <http://www.wavespartnership.org>

Encadré 1

durable en veillant à la prise en compte des ressources naturelles dans la planification et la comptabilité économiques des pays. Ses objectifs sont les suivants :

- aider les pays à adopter et mettre en œuvre une comptabilité pertinente basée sur leurs expériences, au service de leurs politiques .
- élaborer une méthodologie de mesure des écosystèmes .
- établir une plateforme mondiale pour la formation et le partage des connaissances .
- bâtir un consensus international sur la comptabilité du capital naturel.

Orientations politiques

Principes

Notre expérience vécue de l'économie est forcément influencée par des facteurs culturels et sociétaux. Une clé fondamentale offerte par la planification du déploiement de l'économie bleue en Afrique est la possibilité d'opérer la transition entre la recherche d'une croissance non durable vers celle d'un modèle de croissance basé sur la durabilité. Les pays sur la voie d'une telle transition ont à leur disposition un éventail d'approches novatrices.

L'économie bleue facilite la conception et la mise en œuvre de processus qui intègrent la science, le savoir et le changement sociétal pour conduire à une réelle amélioration de l'environnement et de l'écologie ainsi que du bien-être social. Il sera essentiel de mobiliser le potentiel de tous les acteurs pour évoluer vers des modèles de travail plus participatifs et plus inclusifs.

Toutes les parties prenantes peuvent s'impliquer dans une vision stratégique intégrative et construire des alternatives de gouvernance durables tant au niveau politique qu'à celui de l'entreprise, de la société civile ou que de la population. Les universités continentales, les groupes de réflexion, le secteur privé, les organisations de la société civile et les communautés humaines sont à même d'engendrer un savoir, des expériences et des pratiques propres à l'Afrique qui répondent aux enjeux spécifiques du continent et aux aspirations des individus.

Le processus de formulation de la politique de l'économie bleue ouvre des perspectives pour la recherche, l'expérimentation et l'innovation, avec quatre objectifs clés :

1. Explorer les défis du leadership au niveau individuel et collectif

Le processus de formulation de la politique de l'économie bleue s'efforcera de promouvoir une évolution des formes d'exercice de l'autorité pour créer les conditions permettant la coopération des acteurs et la transformation sociétale. Cette évolution stimulera la réflexion collective en ouvrant un forum d'échange d'idées ouvertes aux différents paradigmes culturels.

2. Encourager une collaboration multisectorielle en vue de mener en commun la transformation

La phase de formulation de la politique offre l'occasion de créer et de consolider des liens entre toutes les parties engagées dans la transition économique et sociale de l'Afrique. Fortifier ces liens permettra de renforcer le cadre de l'économie bleue avec des expériences, de nouvelles données, des initiatives pilotes et des applications à grande échelle pour surmonter les difficultés soulevées par les approches actuelles de la transition économique.

3. Produire des prototypes d'actions porteuses de transformation

La phase de formulation de la politique offre l'occasion de fusionner la recherche et la pratique afin de susciter des innovations en phase avec l'économie bleue et qui se traduiront par la production de prototypes. Ces prototypes doivent être de nature concrète, impliquer les différents secteurs et acteurs, et démontrer la nécessité du changement. Certains seront expérimentés à petite échelle, d'autres seront déployés dans plusieurs pays.

4. Motiver la constitution d'un réseau d'agents du changement

Grâce à la conjugaison de la recherche et de la pratique, la phase de formulation de la politique sera l'occasion de constituer à l'échelle du continent un réseau d'agents du changement, et de favoriser la formation d'une communauté de pratiques de l'économie bleue.

En outre, la phase de formulation de la politique de l'économie bleue devra prendre en considération les principes clés suivants :

1. exploitation durable et gestion rigoureuse des ressources et des écosystèmes aquatiques et marins ;
2. partage entre tous des avantages et de la prospérité par le biais d'un paradigme de développement basé sur le progrès ;
3. conservation et protection des écosystèmes aquatiques et marins pour leur valeur intrinsèque ;
4. cohérence avec les ODD ;
5. approches de pensée en systèmes, analyse des cycles de vie, approches par chaînes de valeur ;
6. approche de la formulation de la politique avec une base élargie et le concours de toutes les parties prenantes, approche participative et inclusive ;
7. conception et coordination holistiques et intersectorielles ;
8. harmonisation de la politique à tous les niveaux ;
9. coopération à tous les niveaux.